

# LE TEMPS

---

musée d'art et d'histoire 07:46

## Thierry Barbier-Mueller: «C'est un projet qui n'a pas de légitimité»

Par Olivier Francey

**Le promoteur-régisseur genevois – mais également collectionneur d'art – Thierry Barbier-Mueller est l'une des rares voix de droite à s'opposer publiquement au projet de rénovation et d'extension du Musée d'art et d'histoire. Initialement favorable à la vision de l'architecte Jean Nouvel, l'intéressé s'en est distancié. Il s'en explique**

Les débats s'annoncent d'ores et déjà ardents, ce mardi soir, au Conseil municipal de la Ville de Genève. Les élus doivent être appelés à se prononcer sur un [crédit net d'un peu plus de 132 millions de francs](#) (dont la moitié est financé par des fonds privés) afin de rénover et d'étendre leur Musée d'art et d'histoire (MAH), cet édifice déjà centenaire trônant au-dessus de la Vieille-Ville. Dossier phare de la législature du socialiste Sami Kanaan chargé de la culture, lui-même officiellement épaulé par son collègue des constructions Rémy Pagani (Ensemble à Gauche), la cure de jouvence du bâtiment est assurée par les ateliers genevois DVK et les bureaux parisiens de l'architecte star hexagonal Jean Nouvel.

Si le projet récolte le soutien, pour l'heure, d'une majorité politique dans l'assemblée (PS-PDC-PLR-MCG), les opposants (Ensemble à Gauche, Verts et UDC) ne manquent pas de munitions et d'énergie pour déclarer tout l'amour qu'ils portent sur un lifting «dont les coûts ne sont pas maîtrisés» ou encore sur un projet soutenu par un «généreux mécène [*Jean Claude Gandur, homme d'affaires genevois qui a fait fortune dans le pétrole, ndr*] qui veut privatiser le musée», estiment ses détracteurs. Ce Genevois d'adoption veut injecter 40 millions de francs dans les travaux, selon une [convention ratifiée avec la Municipalité](#), en l'échange d'une exposition de sa propre collection.

Au-delà de ces oppositions politiques, l'association Patrimoine Suisse Genève poursuit sa lutte juridique notamment contre le comblement de la cour intérieure du MAH que souhaitent implémenter les architectes. Plusieurs recours sont toujours pendants.

A l'orée d'un vote crucial pour l'avenir de ce musée – les conseillers municipaux devraient vraisemblablement sceller son destin mercredi ou jeudi en troisième débat –, nous donnons la parole à l'une des rares voix de droite à afficher publiquement leur opposition au projet Nouvel: le promoteur-régisseur genevois – mais également collectionneur d'art – Thierry Barbier-Mueller. Initialement favorable à la vision de l'architecte Jean Nouvel, l'intéressé s'en est distancié. Il s'en explique.

**Vous évoquez une «hausse effarante de maîtrise des coûts», celle d'un projet qui est passé de 80 millions de francs à 132 millions aujourd'hui. Pourquoi passer sous silence le fait que le premier devis ne tenait pas compte d'un rapatriement de l'ancien musée de l'horlogerie, ni qu'il s'agit d'un budget qui a été élaboré en 2001?**

A ma connaissance, le dernier projet proposé a été revu à la baisse, et non l'inverse! On a renoncé à une surélévation – un élément qui est forcément coûteux –, et on a supprimé une bonne partie des plateaux dans la cour. Lorsque les autorités avancent un montant, c'est à eux d'assumer, pas à moi. Quant à savoir si l'on peut comparer ces deux projets, ils ont la même finalité, les mêmes surfaces utiles supplémentaires et le même architecte. Et je prétends que, fort vraisemblablement, le chiffrage initial de 80 millions était un «prix d'appel» avec des omissions et des sous-évaluations.

**Parlons encore d'argent. Le prix de la seule rénovation pour la Ville de Genève est estimé à 80 millions de francs alors que la rénovation et l'extension, si cette dernière se voit recevoir 67 millions de francs privés, coûterait 59 millions de francs à la Municipalité. L'argument financier n'est-il pas imparable?**

Je trouve que l'on jongle un peu légèrement avec les millions. Premièrement, Jean Nouvel nous a fait, à de nombreuses reprises, la démonstration de son non-respect des pronostics budgétaires. Ce n'est ni son point fort ni sa spécialité. Par conséquent, ce qui m'inquiète surtout à l'heure actuelle, c'est que l'on compare des chiffres ou des budgets dont on sait qu'il y a une forte vraisemblance qu'ils ne soient pas tenus. Deuxièmement, le chiffrage du projet actuel est de toute façon incomplet et imparfait. Nous savons qu'il faudra fermer le musée pendant six ans au moins, et je pèse mes mots au vu des dépassements de délais fréquents auxquels nous avons été habitués par le passé. Le coût de la fermeture complète du musée comprenant le versement du salaire des employés pendant cette période n'a pas été pris en compte. Il doit être ajouté au montant annoncé du projet d'extension et de rénovation. Enfin, je tiens à rappeler qu'il n'est jamais bon de se précipiter dans ses achats, au motif que l'on nous promet un rabais extraordinaire si l'achat s'effectue avant une date donnée. La vraie question, étant donné les montants en jeu, c'est de se demander si l'on a pris les précautions nécessaires pour déterminer quel est le meilleur projet pour Genève! Et pas de savoir si ce projet permet de gagner un petit peu ou pas, surtout sur la base d'un budget peu crédible.

**Remettez-vous en cause, comme l'extrême gauche genevoise, l'origine des fonds de Jean-Claude Gandur?**

C'est une thématique qui ne m'intéresse pas du tout. J'estime qu'elle n'a absolument pas sa place dans le débat et qu'elle n'a pas de légitimité.

**Vous critiquez également la manière dont le projet a été remis à l'époque dans les mains de Jean Nouvel. Il y a pourtant eu appels d'offres, 34 dossiers déposés dont l'un d'eux a été présenté par Marcellin Barthassat, aujourd'hui fervent opposant à l'extension...**

On joue sur les mots. On annonce d'abord que c'était un concours puis finalement, on admet que cela n'en était pas un. Aujourd'hui, tout le monde sait que ce soi-disant concours était un appel d'offres. On a procédé à une publicité minimale autour de cet appel d'offres qui aboutit au résultat que le seul architecte international qui a répondu, c'est effectivement Jean Nouvel. De surcroît, il y a répondu en ne répondant pas à la question posée, à savoir celle d'une rénovation avec une extension souterraine ou latérale dans le bâtiment des Casemates. Jean Nouvel a répondu en proposant un comblement de la cour et une surélévation. Là où l'on sent que cette opération est biaisée - je ne sais pas s'il faut dire pipée - c'est que lorsque l'on s'est aperçu que le projet Nouvel n'était simplement pas réalisable, la Ville a continué à travailler comme si de rien n'était avec ce même architecte. Alors qu'en bonne logique, si le projet retenu était irréalisable, il aurait fallu recommencer relancer un appel d'offres. J'ajouterai que c'est d'autant plus regrettable d'avoir renoncé à un véritable concours, sachant qu'au début du 20ème siècle, le projet de Camoletti a été précisément retenu sur un concours national avec un jury d'une parfaite indépendance. Soit quatre architectes romands sur sept membres au total.

**Pourquoi ne vous entend-on jamais sur le volet architectural? Avez-vous une opinion sur le projet Nouvel?**

[Rires]. Je crois qu'en architecture, il n'y a pas une seule vérité. Ce qui me gêne, ce que nous n'avons pas été en mesure de choisir un projet sur la base de plusieurs propositions architecturales. Cette méthode nous aurait permis d'être convaincus de retenir la meilleure solution. Sur ma propre opinion, je crois que chacun doit rester à sa place. Beaucoup de personnes qui s'expriment dans ce dossier ne sont pas architectes, je ne le suis pas non plus. Mon rôle n'est pas de dire ce qu'il faut faire. Mon rôle en tant que citoyen qui s'y connaît un petit peu en projet immobilier, c'est de dire que nous n'avons pas étudié toutes les alternatives. Il n'est juste pas acceptable que les partisans du projet Nouvel nous

disent : «c'est la seule solution, il n'y en a pas d'autre». C'est d'autant plus ironique, voire comique, que le premier projet Nouvel se prétendait être «la seule solution». Quand ce projet s'est avéré irréalisable, on est venu nous dire que le deuxième projet Nouvel était aussi «la seule solution». On comprend désormais que la seule solution, c'est le projet Nouvel.

### **On parle tout de même d'un projet qui a reçu l'apport de 67 millions de francs d'acteurs privés...**

Un autre projet aurait reçu les mêmes soutiens financiers. Sur ces trois acteurs (*Fondation Gandur pour l'Art, Fondation Wilsdorf, Fondation pour l'agrandissement du MAH, ndlr*), un seul conditionne son soutien au projet Nouvel et ce n'est pas Jean Claude Gandur. Je vous rappelle qui a déclaré lui-même qu'il n'était pas marié à Jean Nouvel!

### **Oui, mais Jean Claude Gandur ne veut pas un projet souterrain.**

Je le comprends, mais contrairement à ce qu'affirme le Conseil Administratif une extension dans la butte de l'Observatoire ne le serait pas. Cela relève de la mauvaise foi. En réalité, vous aurez beaucoup plus d'apport de lumière naturel avec cette variante, notamment grâce à des puits de lumière sur la couverture ou sur les grandes façades situés sur les deux boulevards. De plus, le projet Nouvel est aussi largement enterré, la seule entrée de lumière se limitant à la cour. Si on faisait le calcul des mètres carrés faisant entrer la lumière naturelle, cette variante sous l'observatoire sortirait gagnante par rapport au projet Nouvel. Mais encore une fois, il ne s'agit pas de dire à ce stade quelle est la meilleure variante, mais à tout le moins de faire une étude comparative honnête, en intégrant aussi la variante de l'extension dans le bâtiment des Beaux-Arts, et lancer une réflexion quant à une liaison avec le chantier archéologique de Saint-Antoine.

### **Revenons à ces 67 millions. Craignez-vous de devoir y renoncer?**

Non. Si on reprenait les choses par le bon bout et qu'on lançait un concours, on aurait largement le temps de débiter les travaux d'ici à 2018. C'est un choix de la ville et des partisans du projet de jouer à pile ou face. Ils jouent et misent tout sur le même projet depuis des années. C'est eux qui risquent de tout perdre.

### **Vous proposez de tout remettre à plat, relancer un nouveau concours. Mais le Musée peut-il se permettre encore d'attendre?**

C'est un choix des autorités politiques de porter un projet qui n'a pas de légitimité. Cette démarche jusqu'au-boutiste de la ville, je l'explique notamment par le fait d'avoir engagé 5 millions de francs dans des études. Je peux vous dire qu'aucun acteur privé n'aurait risqué cette somme dans un projet qui n'a pas obtenu les dérogations qu'il prévoyait. C'est d'autant plus piquant que la ville ne cesse de combattre les constructions dans les cours.

### **Et qui pour garantir qu'il n'y aura pas encore de nouvelles oppositions?**

C'est vrai. C'est toujours un risque. Mais en identifiant les principaux protagonistes, vous pouvez ensuite les intégrer au processus et ainsi espérer limiter le nombre de recours.

### **Votre opposition est tout de même cocasse sachant que votre père, Jean Paul Barbier-Mueller, fut président du comité d'honneur de la Fondation pour l'agrandissement du musée en 2007... Jean Nouvel était déjà là. Que s'est-il passé depuis?**

D'abord, je m'entends très bien avec mon père. [Rires]. Dans l'intervalle, il s'est retiré du comité. Je pense qu'il a fait le même cheminement que moi. Dans les années 90, j'étais assez favorable au projet Nouvel et à cette intervention dynamisante. Plus le temps a passé, plus j'ai trouvé d'autres arguments qui m'ont amené à revoir ma position première. Et on m'a fait croire, comme à d'autres, qu'un concours avait eu lieu, j'ai été alerté en constatant que ce n'était pas le cas.

**Ce n'est donc pas une guerre d'ego entre votre famille et Jean Claude Gandur?**

Non. Je sais qu'une vague rumeur circule. Je l'ai rencontré une à deux fois dans ma vie. Les échanges furent courtois. Mes opposants essaient sans doute de me discréditer en me trouvant des motivations peu nobles. D'autres sont intrigués parce qu'ils ne peuvent pas comprendre que l'on peut agir parfois par civisme.

**Si un référendum aboutissait, vous engageriez-vous aux côtés de la gauche de la gauche? Et surtout, seriez-vous prêts à vous engager financièrement dans une campagne?**

C'est possible. D'un côté, j'ai l'impression d'avoir dit ce que j'avais à dire. De l'autre, ayant précisément dit ce que j'ai dit, il serait étrange que je ne me lance pas dans la campagne référendaire. Sous quelle forme ? Je ne le sais pas encore.

**LE TEMPS** © 2015 Le Temps SA